

Septembre 2012

La CGT a centré sa déclaration liminaire sur le contexte général :

” Le présent CT Local se tient après une série de rencontres aux niveaux fonction publique, ministériel et DGFIP. Les points à l'ordre du jour nous feront débattre de points essentiels qui impactent directement la vie au travail des agents de notre Direction : rapport annuel de gestion 2011, exécution budgétaire, formation professionnelle avec un fil conducteur qui est l'emploi. Nous reviendrons dans le détail sur chacun de ces points au cours de la journée au fur et à mesure de leur évocation.

Néanmoins, il nous faut revenir sur les annonces de l'été :

- réduction des effectifs de 2,5% dans les ministères jugés non prioritaires (dont le Ministère de l'Economie et des Finances) ce qui se traduirait par la suppression de près de 3 000 emplois à la DGFIP soit 500 de plus que celles induites par la RGPP au niveau national. Faut-il rappeler les 10013 emplois supprimés de 2009 à 2012 ?
- gel du point d'indice
- baisse des crédits de fonctionnement de 15% sur les trois prochaines années
- incertitudes sur les plans de qualification. A ce titre, la réduction du nombre de promotions par tableau d'avancement au grade de contrôleur principal (469 au lieu de 631) dans les documents préparatoires à la CAP nationale augure mal de l'avenir !

Si on constate un changement dans le discours et les intentions, les exigences revendicatives demeurent.

La CGT estime qu'il faut passer maintenant des mots aux actes.

Pour notre part, nous restons déterminés, avec les agents, pour combattre au quotidien les effets néfastes sur les personnels et les missions, des réformes régressives et des orientations prises aux motifs d'économies budgétaires, dictées par de « soi-disant nécessaires » plans de rigueur. ”

En réponse aux déclarations des organisations syndicales, M PINEAU a évoqué des perspectives difficiles précisant qu'il ne dispose pas de davantage d'informations que les syndicats. Une réunion des n° 1 de la DGFIP se tiendra le 10/10 et une rencontre avec le délégué interrégional est prévue fin novembre (il sera notamment question des emplois).

Concernant le budget 2012, M. PINEAU partage notre inquiétude et a fait part de sa préoccupation quant au respect de l'enveloppe budgétaire.



Les **interventions de la CGT** ont essentiellement porté sur les moyens.

Effectifs en volume et évolutions entre les catégories

La moyenne d'âge est de 49 ans et 10 mois dans la filière fiscale et de 50 ans dans la filière gestion publique.

- La DRFIP 44 comptait 1 866 agents physiques au 31/12/2011 (1 065 en filière fiscale pour 973 implantés au TSM et 801 en filière gestion publique pour 728 implantés).
- Entre le 31/12/2008 et le 31/12/2011, les effectifs ont diminué de 5,08% dans la filière fiscale et de 9,90% dans la filière gestion publique.
- Au 31/12/11, la répartition par catégorie est la suivante :
Filière fiscale :
A+ 7,32% A 13,42% B 36,53% C 42,72%
Filière Gestion Publique :
A+ 8,61% A 12,49% B 45,94% C 32,96%
- Depuis 2008, dans la filière fiscale, la part des B est en hausse constante (+ 3,73%) et celle des C subit une forte baisse (- 14,31%). Sur la même période, dans la filière gestion publique, les effectifs B stagnent et les effectifs C ont fortement diminué (- 23,70%).
- La nouvelle présentation (cumul A/A+) empêche une comparaison fine concernant ces deux catégories. Est-ce un hasard ? Sans doute pas ... Toujours est-il que de 2008 à 2011, on constate une augmentation dans la filière fiscale (+ 1,50%) et dans la filière gestion publique (+ 1,41%).

Opacité du nouveau référentiel des emplois implantés (TAGERFIP)

Il ne donne pas de vision précise du nombre d'emplois dans certains services (Accueil Jules Verne, France Domaine, PELP et la Direction pour laquelle toutes les divisions sont regroupées en une seule ligne !). Nous avons demandé communication d'un document plus précis ► « *La Direction restera à part mais on pourra vous donner des éléments.* »

Modalités de recensement des personnels handicapés

Compte tenu des obligations des employeurs, le taux de 6% des effectifs sur notre Direction aboutirait à 102 emplois. **Aucun recensement n'est effectué au**

plan local (Motif invoqué : respect du secret médical).

Taux de féminisation

Faible taux de féminisation **chez les A+** (23,08% pour la filière fiscale et 46,38% pour la filière gestion publique) ► *pas de réponse de la Direction, si ce n'est la même constatation.*

En 2011 à la DRFIP 44, toutes catégories confondues, **les femmes représentent 67,85% des effectifs et les hommes 32,15%.**

Entre 2009 et 2011, concernant la féminisation des effectifs, on observe un léger recul (- 1,87 point) dans la filière fiscale (64,13% de femmes et 35,87% d'hommes) et une augmentation sensible (+ 4,24 points) dans la filière gestion publique (72,78% de femmes et 27,22% d'hommes).

Moyens de renfort

Ils sont en diminution par ailleurs et une grande partie est mobilisée pour les seules conservations des hypothèques (40% des EDRA et 37% des auxiliaires) qui ont subi de nombreuses suppressions d'emplois « justifiées » par les gains de productivité et le développement de télé@ctes.

Nous avons rappelé que les délais fichiers sont passés de 12 jours en décembre 2009 à 63 jours en décembre 2011. Comme l'an dernier, la CGT a fait remarquer que ces moyens sans doute indispensables n'étaient plus disponibles pour les autres services

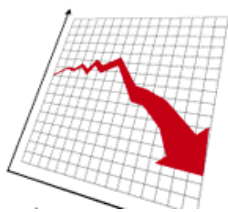
► Pour la Direction, *la situation est préoccupante mais un ralentissement du marché immobilier devrait améliorer les choses ! Faut-il l'espérer ? ...*

Dialogue Social

S'agissant du point sur **le dialogue social**, nous avons précisé qu'il ne se limitait pas au seul chiffrage des jours de grèves mais devait faire davantage mention des difficultés qui ont entraîné divers mouvements et réactions des agents (SIP/accueil, inspections FI, Service des retraites de l'Etat, ou CTL emplois ... même si ce dernier s'inscrivait dans le cadre du dialogue professionnel).

Mission d'audit (64 opérations)

Nous avons demandé un document récapitulant les services et les sujets concernés ► *A notre demande, la Direction nous a donné son accord pour communication d'une annexe synthétique.*



2011...

La Direction Générale a attribué au département **moins de crédits qu'en 2010**. A périmètre égal, la diminution des crédits s'élève à 140 523 €.

La CGT a notamment dénoncé le **gel budgétaire** intervenu à hauteur de 85 685€ (201 610€ en 2011)

Le **dossier du nettoyage a été de nouveau évoqué**, en référence aux nouvelles économies réalisées de 76 447€ (après 19 644€ en 2010) suite à l'attribution du nouveau marché régional à la société ONET. Nous avons indiqué que « sur cette question récurrente, nous ne pouvons que constater que si les choses s'améliorent en terme de coût budgétaire, il n'en est pas de même concernant le niveau des prestations, sans que la faute en incombe aux salarié-es de l'entreprise ».

La CGT a aussi déploré, pour des raisons de calendrier budgétaire, la différence entre les

prévisions et les dépenses réalisées soit une **non-utilisation de 11 896 € de crédits d'auxiliaires !**

... 2012

Peu de débats sur 2011, l'attention s'étant déplacée sur 2012.

La DG a attribué au département 14% de crédits en moins qu'en 2011.

Le montant de la réserve (somme qui n'est pas versée immédiatement) est passé de 2% à 5%. Si celle-ci n'est pas débloquée, de grosses inquiétudes sont à attendre pour boucler l'année 2012.

Trois postes sont concernés :

- l'affranchissement (mais il dépend en partie des décisions des collectivités locales, un débat est en cours au niveau national sur ce point),
- les frais de déplacement,
- et les fournitures.

Un audit a été demandé. Des coupes sombres sont à prévoir sur les fournitures et les déplacements pourraient être rationnés, sans que les personnels n'aient à en souffrir selon M. PINEAU.

BILAN DE LA CAMPAGNE D'IMPÔT SUR LE REVENU 2012



Si l'on s'en tient aux seules données chiffrées figurant dans ce bilan de la campagne d'information et de réception du public, on pourrait croire à une

forte décrue par rapport à l'an dernier en termes de questionnement des services par les contribuables.

Accueil physique : - 9% à Nantes, - 20% à Saint-Nazaire, - 1% pour l'ensemble des autres sites.

Appels téléphoniques dans les SIP : - 11%

Pour les **trésoreries**, l'absence de comptabilisation en 2011 ne permet aucune comparaison, mais en 2012 il y a eu 5 898 appels, soit 22,1% du total départemental tout de même ... La CGT avait bien raison de demander un décompte lors du bilan de l'an dernier.

Baisse donc, à ceci près que la présentation de ce bilan est normée au plan national et qu'il est arrêté au 31 mai !

Or tout le monde s'accorde à dire (la direction le

reconnaît clairement) que la télé-déclaration décale et prolonge chaque année un peu plus la campagne jusqu'aux dates limites de celle-ci.

Montée en puissance des courriels

Le bilan fait état de 2300 courriels traités par le service des affaires juridiques de la direction. La CGT a fait remarquer que les SIP recevaient et traitaient également énormément de courriels, et que cela ne figurait nulle part ... Comme les appels téléphoniques dans les trésoreries auparavant, voilà une activité ectoplasmique !

Une campagne d'impôt sur le revenu doit se juger dans son ensemble, du premier au dernier jour, en prenant en compte toutes ses composantes, et ses suites en termes de contentieux et de relance.

En réponse à une intervention de la CGT qui rappelait les « oubliés » de l'an dernier, la direction a assuré que le **complément d'ACF spécifique** serait versé à tous les participants de la campagne, à quelque titre que ce soit. A chacun de vérifier et de se signaler en cas de problème.

BILAN FORMATION PROFESSIONNELLE 2011/2012

PLAN DE FORMATION DERNIER QUADRIMESTRE 2012



Dans son bilan, la Direction a mis l'accent sur 3 points sur lesquels elle a porté son effort :

- la généralisation des formations mixtes filière fiscale, filière gestion publique),
- la communication
- la préparation aux concours.

Dans sa déclaration liminaire (voir ci-contre), la CGT lui en a donné acte, soulignant toutefois qu'il restait des insuffisances et des freins. Elle a rappelé que la formation professionnelle est avant tout un investissement, et non un coût (en termes budgétaires, mais aussi d'absence des services comme on l'entend parfois).

Nos interventions ont également porté sur

- le recensement des demandes « orphelines » et les moyens de satisfaire les demandes des collègues,
- sur l'utilité qu'il y aurait à cerner précisément les raisons (géographiques, financières, organisationnelles, hiérarchiques...) qui peuvent freiner la participation aux actions de formation.

Le programme du 3^{ème} trimestre n'a pas appelé de remarques des membres du CTL.

Votes : POUR **CGT (3)**, Solidaires (3), FO (2)

Déclaration liminaire de la CGT

« La formation professionnelle est une activité essentielle pour les conditions de vie au travail des agents.

Nous devons examiner le bilan de l'activité pour la période du 01/09/2010 au 31/08/2012 et le plan pour le dernier trimestre 2012. Nous avons appris qu'une nouvelle fois le calendrier de la formation professionnelle serait modifié et qu'à partir du 1^{er} janvier 2014 nous reviendrons à l'année civile. Force est de constater que ces changements incessants ne facilitent pas les comparaisons d'un exercice sur l'autre et l'analyse de la situation.

Nous apprécions positivement la création sur le site Ulysse 44 d'un espace dédié à la formation professionnelle et la mise en place du dispositif de préparation aux concours (dispositif réclamé par la CGT il y a deux ans). Nous apprécierons l'efficacité du dispositif à l'aune des résultats à court et moyen terme. Ce sera notamment le cas concernant la préparation au concours interne spécial de contrôleur qui a suscité une intervention directe des agents et une réponse du service national de la formation professionnelle.

En revanche, l'analyse qualitative de la formation indispensable à toute décision d'évolution reste le parent pauvre du document. Quelques lignes pour évoquer trois sessions de formation dont celle sur la discrimination qui, au passage, a le taux de satisfaction le plus faible, c'est beaucoup trop peu.

Sur les formations dispensées, une réflexion pourrait être engagée sur la mise en place systématique de sessions « découverte du métier et des missions » pour les collègues affectés dans une structure nouvelle pour eux. »

Aide-Géomètre : mouvement local

Un seul agent participait au mouvement local et deux emplois étaient vacants (1 à la BRF* et 1 au PTGC*). Il a été affecté au PTGC.

Votes : POUR **CGT (3)**, SNUI-SUD Solidaires (3), FO (2)

* Brigade Régionale Foncière et Pôle Topographique de Gestion Cadastre



Châteaubriant : Transfert de la caisse du SIE à la Trésorerie

Compte tenu de la diminution régulière du nombre d'opérations en numéraire, il est proposé que les opérations de caisse « numéraire » soient réalisées auprès de la trésorerie.

Votes : POUR CGT (3), SNUI-SUD Solidaires (3), FO (2)

CHÂTEAUBRIANT

QUESTIONS DIVERSES *nos questions, leurs réponses*

Renforcement de l'accueil Jules Verne

Les difficultés d'application de la note sur le 2^{ème} cercle ont été longuement et âprement discutées. Selon la note, les agents de l'AJV assurent l'accueil généraliste et l'accueil spécialisé, les renforts n'assurant que l'accueil spécialisé. Nous avons appris avec surprise que son application avait été différée au 1^{er} octobre pour donner aux chefs de service plus de temps pour trouver des volontaires. Qui était au courant ? De ce fait, pour M. Pineau, les anciennes dispositions restent applicables. A l'information selon laquelle tous les collègues figurant sur la liste ne sont pas volontaires, il a concédé qu'il fera préciser qui est volontaire ou non. A notre question précise d'un éventuel refus, il a répondu qu'elles et ils pourraient se voir appliquer une retenue pour service non fait.

Travaux à Saint-Nazaire Hôtel des Finances

SAINT-NAZAIRE

La DG s'obstine à refuser un relogement dans un même lieu de tous les agents DGFIP, permettant de régler les problèmes de stationnement et de restauration collective. Il n'y a pas de date de début des travaux connue, le dépouillement d'un 2^{ème} appel d'offre étant en cours d'analyse par la DG. En prévision, la direction réactive toutefois le comité de suivi qui regroupe chefs de service, agents et organisations syndicales.

La CGT a une nouvelle fois rappelé sa proposition de réunir sur un même site les 5 structures nazairiennes. M PINEAU nous a assuré avoir abordé la question avec la Direction Générale : c'est un non catégorique. Pour la CGT, le dossier n'est pas clos pour autant. Comme le projet de création d'un SIP à Rezé, il faudra inscrire l'action dans la durée. Le panneau affiché par l'architecte concernant les façades l'a été pour des motifs réglementaires, c'est tout.

Nettoyage Saint-Nazaire

Le nettoyage de la moquette posée au rez-de-chaussée à l'accueil et au service recouvrement du SIP sera abordé lors d'une rencontre, prévue d'ores et déjà indépendamment de cette question, entre la direction et la société prestataire.

A noter qu'il a été récemment mis en ligne sur Ulysse 44 un espace dédié dont voici le chemin : Missions/Pilotage et ressources/Budget-Logistique-Immobilier-Informatique/Nettoyage des locaux.

Sans dédouaner l'administration, la CGT a évoqué la responsabilité de la société prestataire en cas de manquement au cahier des charges.

Travaux à Pornic

PORNIC

Les travaux concernant le monte-charge et l'escalier extérieur (financés par le CHS) doivent débuter en octobre.

Pour le désamiantage, la nécessité de prendre un maître d'œuvre (consultation en cours) recule probablement le début des travaux à l'issue de la campagne IR 2013.

SIP Nantes Nord-Est : gestion du RAR

L'audit prévu n'a pas débuté.

Nous avons fait valoir qu'il ne faudrait pas que les décisions soient prises avant ses conclusions.

Réponse en deux volets on ne peut plus claire sur l'attention que porte la direction sur la question : priorité est donnée aux audits sur les frais de déplacement et sur le taux de recouvrement, et le chef de service prend les décisions d'organisation qu'il juge utile ...

Retraite à 60 ans



La CGT a questionné la direction sous le double aspect de l'information à donner aux collègues sur le dispositif, et sur le recensement des demandes de départ en retraite dans le cadre du décret. Nous avons souligné que les effets de cette disposition n'ont pas pu être anticipés pour le mouvement du 1^{er} septembre alors qu'ils peuvent avoir des conséquences fortes en matière d'emplois effectivement pourvus dans certains services. Nous avons fait valoir qu'un espace dédié synthétique sur Ulysse 44 serait plus facilement accessible et avons donc demandé sa mise en place.

En réponse, M. GRAVE (nouveau DRH) a indiqué qu'il avait prévu de mettre les informations utiles sur Ulysse, avec un lien vers le site de la DRESG pour la simulation. L'information personnelle aux agents concernés est difficile à réaliser : le correspondant retraite ne sait pas quelle est la situation des pluri pensionnés (agents ayant exercé ailleurs avant leur entrée dans l'administration). D'où sa préconisation : toutes celles et ceux qui se demandent si le dispositif carrière longue les concerne sont invité-es à contacter le correspondant retraite au service RH. On peut également déposer une demande de mise à la retraite bien à l'avance : elle n'oblige pas à partir à la date prévue. Il y a 16 départs annoncés d'ici le 31/12 dont 4 carrières longues ; et 30 entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 2013 dont 6 carrières longues.

SUITES DU CTL DU 5 JUIN 2012

La plupart de nos demandes ont été satisfaites (la liste était longue).

A noter, pour que vous puissiez vérifier ce qui se fait dans votre service, un message très détaillé du 30 août est paru sur Ulysse 44 à destination des chefs de service. Il précise qu'ils doivent organiser en septembre une réunion et les thèmes que celle-ci doit aborder (accueil des nouveaux, sécurité, mise à jour du DUERP ...). N'hésitez pas à faire remonter vos remarques.

Vos représentant-es CGT en CTL :

Franck MAINGUY - Pôle ICE Nantes
Alain COLAS - Pairie 44
Patricia MASSON - SIP Nantes
Didier BRICHE - SIP Saint-Nazaire
Aline CHITELMAN - SIP Nantes
Matthieu BLIN – St Nazaire Hospitalier

N'hésitez pas à nous contacter



Contacter la CGT

- ▶ Cgt Finances Publiques 44, 2 rue du Général Margueritte 44000 Nantes
- ▶ Tél & Fax : 02 40 74 06 81
- ▶ Courriel : cgt.dr44@dgfip.finances.gouv.fr
- ▶ Internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/44/>